



Monsieur le Président,

L'annonce du choix de la Start'up Alan comme Protection Sociale Complémentaire des agents des Finances est un véritable coup de massue qui rejette toute notion mutualiste au profit d'une logique assurantielle privée.

En choisissant une entreprise déficitaire sans présence physique, avec des actionnaires issus de fonds d'investissements internationaux et des données conservées en dehors de France dans des conditions de confidentialité douteuses, c'est bien toute la santé et la vie privée des serviteurs de l'État qui sont menacées.

La CGT demande l'abandon de ce choix qui met à mal la mutuelle historique de Bercy pour alimenter les marchés financiers et leurs actionnaires.

Autre sujet non moins épineux, la note du 15/05/2025 sur les PCE.

En annonçant la découpe des missions, entre l'expertise qui repart dans les SIE (avec quels moyens?), le data-mining DIRCOFI qui s'en va, le recours au Pôle interrégional de Programmation, un CSP dont la localisation reste à définir, c'est bien la fin de la structure, ou tout du moins sa réduction à la portion congrue qui est envisagée.

Seule raison de se réjouir, les BCR doivent être « préservées et développées », et il conviendra de « sanctuariser la mission recherche ». Pour combien de temps ?

Nous rappelons que l'an dernier, lors du vote concernant la validation de la création du PID, nous avons voté favorablement à celle-ci, car suite à nos échanges en instance, il avait été acté de maintenir les spécificités des différents services, car les 3 services n'étaient pas fongibles. La demande des syndicats a donc devancé le rapport de la DG.

Mais pour maintenir le contrôle fiscal de qualité dans le Jura, il est indispensable que le poste d'inspecteur de la BDV soit pourvu au mouvement local.

Si vous voulez continuer à dévoiler d'excellents chiffres à la presse, il faut du personnel en place et efficient.

Le pourrez-vous avec l'incroyable contrainte que constituent les nouvelles modalités de mutation des cadres A ? Usine à gaz abîmant un peu plus notre administration.

Alors que la campagne d'Impôt sur le revenu s'est achevée, nous ne pouvons que constater cette incongruité : les SIP sont restés ouverts les vendredi, alors qu'ils étaient fermés au public les mercredi. Ainsi, le Service Public sert de prétexte pour limiter les droits aux congés des collègues, mais jamais pour mieux accueillir le public dans le Jura.

Nous rappelons qu'au sein des instances, la CGT a toujours voté contre les reculs de l'accueil physique, non par plaisir de contrarier la direction, mais par volonté de cohérence : nous ne croyons pas qu'on accueille mieux en accueillant moins.

La DG, en refusant les ponts naturels et les fermetures que cela aurait occasionnées, témoigne d'une vision à géométrie variable : elle défend le service public quand cela cause du tort aux agents, sans autre motif de décision que le fait du prince.

Une DGFIP forte, stable et sécurisante pour les agents, pour le service public et pour un Etat fort, c'est ce à quoi nous aspirons à la CGT, et ce pour quoi nous continuons de nous battre au sein des instances.